

Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et des
transports

78-2024-08-19-00001

arrêté portant mise en demeure de la Société
FRANCE PLASTIQUES RECYCLAGE
465 Route des Prés de la MER - 78520 LIMAY

ARRÊTÉ
portant mise en demeure la Société FRANCE PLASTIQUES RECYCLAGE
465 Route des Prés de la MER – 78520 LIMAY

LE PRÉFET DES YVELINES
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

VU la Décision d'exécution (UE) 2022/2427 de la commission du 6 décembre 2022 établissant les conclusions sur les meilleurs techniques disponibles (MTD) pour les systèmes communs de gestion et de traitement des gaz résiduels dans le secteur chimique, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil relative aux émissions industrielles ;

VU le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

VU le code de l'environnement, et notamment ses articles R 515-59, R 515-70 à R 515-73 et R 515-82 relatifs au réexamen des conditions d'autorisation des installations visées à l'annexe I de la directive n° 2010/75/UE du parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles dite « directive IED » ;

VU le décret du 7 février 2024 portant nomination de Monsieur Frédéric ROSE en qualité de Préfet des Yvelines ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2014185-0006 du 04 juillet 2014 autorisant la société FRANCE PLASTIQUES RECYCLAGE à exploiter son installation de recyclage de bouteilles en plastiques sur le territoire de la commune de Limay ;

VU l'arrêté 78-2024-03-04-00014 du 4 mars 2024 du Préfet des Yvelines portant délégation de signature à Madame Emmanuelle GAY, Directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

VU la décision DRIEAT-IDF n° 2024-0385 du 27 mai 2024 portant subdélégation de signature du préfet des Yvelines

VU le courrier de la DRIEAT du 18 octobre 2023 demandant la transmission au Préfet du dossier réexamen avant le 12 décembre 2023 et si les installations y sont soumises, du rapport de base ;

VU le courriel de relance de la DRIEAT du 29 décembre 2023 demandant la transmission du dossier de réexamen et du rapport de base ;

VU l'absence de réponse de la société FRANCE PLASTIQUES RECYCLAGE concernant la transmission du dossier de réexamen et du rapport de base ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 10 juin 2024 proposant à Monsieur le préfet des Yvelines de mettre en demeure la société FRANCE PLASTIQUES RECYCLAGE ;

VU le courrier en date du 18 juin 2024 notifié le 20 juin 2024 transmettant à l'exploitant le rapport visé ci-dessus et le projet d'arrêté de mise en demeure pour observations éventuelles conformément aux articles L 171-6 et L 514-5 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la société FRANCE PLASTIQUES RECYCLAGE fabrique des polymères par polycondensation en quantité industrielle, classant son site du 465 route des Prés de la Mer à LIMAY sous la rubrique 3410-h de la nomenclature des installations classées, induisant que la directive IED s'applique à ses installations par l'intermédiaire du BREF WGC ;

CONSIDÉRANT qu'à la date du 12 décembre 2023, Monsieur le Préfet des Yvelines n'a pas été destinataire, concernant les installations du 465 route des Prés de la Mer à LIMAY, du dossier réexamen et du rapport de base ou des documents justifiant que ces installations ne sont pas soumises à rapport de base ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a pas fait parvenir d'observation, dans le délai imparti de quinze jours mentionné dans le courrier d'envoi, ni à ce jour, sur le rapport d'inspection et le projet d'arrêté qui lui ont été notifiés le 20 juin 2024 ;

CONSIDÉRANT que l'absence de transmission de ces documents constitue un manquement aux dispositions de l'article R. 515-71 et de l'article R. 515-82 du code de l'environnement portant sur les dispositions applicables aux installations visées à l'annexe I de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles ;

CONSIDÉRANT qu'il convient en conséquence et en vue de préserver les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement de faire application de son article L. 171-8 en mettant la société FRANCE PLASTIQUES RECYCLAGE en demeure de se conformer aux prescriptions de l'article R 515-71 et de l'article R. 515-82 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Yvelines :

ARRÊTE

Article 1^{er} : La société FRANCE PLASTIQUES RECYCLAGE dont le siège social est situé 465 route des Prés de la Mer à Limay (78520), est mise en demeure pour son établissement de recyclage en quantité industrielle de matières plastiques situé à la même adresse, de se conformer aux prescriptions de l'article R 515-71 du code de l'environnement, en transmettant au préfet, dans le délai de **quatre mois** à compter de la notification du présent arrêté, le dossier de réexamen dont le contenu est prévu à l'article R. 515-72 du code de l'environnement.

—

Article 2 : La société FRANCE PLASTIQUES RECYCLAGE dont le siège social est situé 465 route des Prés de la Mer à Limay (78520), est mise en demeure pour son établissement de recyclage en quantité industrielle de matières plastiques exploité à la même adresse, de se conformer aux prescriptions de l'article R. 515-82 du code de l'environnement, en transmettant au Préfet, dans le délai de **quatre mois** à compter de la notification du présent arrêté, le rapport de base, lorsque l'activité relève du 3° du I de l'article R. 515-59 du code de l'environnement, dont le contenu est fixé à l'article R. 515-59 du même code ou, lorsque les installations n'en relèvent pas, les éléments justificatifs.

Article 3 : Dans le cas où les obligations prévues aux articles 1 et 2 ne seraient pas satisfaites dans les délais prévus à ces mêmes articles et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 : Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté. La juridiction peut être saisie via l'application Télérecours Citoyen : <https://www.telerecours.fr/>.

Article 5 : Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département des Yvelines pendant une durée minimale de deux mois.

Article 6 : Le présent arrêté est notifié au responsable mentionné à l'article 1 et copie en est adressée au :

- secrétaire général de la préfecture des Yvelines,
- sous-préfet de Mantes-la-Jolie,
- maire de Limay

– directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France,
chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 19/08/2024

Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice,
Pour la Directrice et par subdélégation,
L'adjointe à la chef de l'unité
départementale,



Marielle MUGUERRA